CONSEIL MUNICIPAL
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAINT-ALBAN

PROCES-VERBAL

Séance du 21 février 2022

L'an deux mil vingt et un, le lundi 21 février 2022, à 20 heures 30, les membres du Conseil

Présents : Nathalie BEAUVY, Magalie HOUZÉ, Loïc DAVID, Monique HOURDIN, Yvonnick PÉCHEU, Gérard MEUNIER, Mme Clarisse MILLEVILLE, Chantal ROUXEL, Claude GROGNEUF, M. Alan BLOUIN, Patrick GALLERY DES GRANGES, Denis BERTRAND, Cindy GUICHARD.

Absents avec pouvoir : Mme Yolande RODRIGUES et Mme Séverine BOCHER donnent pouvoir à Mme Magalie HOUZE, Mme Isabelle LARMET donne pouvoir à Mme Claude GROGNEUF, M. Mathieu LANGLAIS donne pouvoir à Mme Cindy GUICHARD, M. Nicolas PERSON donne pouvoir à M. Denis BERTRAND.

Secrétaire de séance : le Conseil a choisi pour secrétaire de séance M. Denis BERTRAND.

ORDRE DU JOUR

1. Finances - Adoption du coût horaire du personnel dans le cadre des travaux en régie
2. Budget - Modification de la délibération d'ouverture des crédits en investissement
3. Personnel : Protection sociale complémentaire : intention de la collectivité à rejoindre l'appel public à la concurrence du Centre de gestion
4. Urbanisme - Acquisition de la parcelle des consorts LADAN, 11 rue des Jonquilles
5. Compte-rendu des délégations au maire

Questions diverses

1- Finances – Adoption du coût horaire du personnel dans le cadre des travaux en régie

Madame le Maire informe le conseil municipal que les employés des services techniques municipaux sont amenés à réaliser des travaux qui auraient pu être réalisés par une entreprise. Ces travaux réalisés mettant en œuvre des moyens matériels et humains (outillage ou fournitures acquis ou loués) peuvent être comptabilisés au titre des travaux en régie afin de restituer à la section de fonctionnement le montant des charges qu'elle a supporté au cours de l'année et ayant un caractère de travaux d'investissement. Il en résulte une opération d'ordre comptable permettant de valoriser ces travaux en section d'investissement et de percevoir le FCTVA sur l'ensemble des travaux exception faite des frais de personnel. Il convient de procéder à la fixation du taux moyen horaire des agents intervenants dans le cadre de ces travaux en régie.

Compte-tenu du traitement brut annuel des agents et des cotisations patronales, il est proposé au conseil de fixer la moyenne horaire des agents de la filière technique à 25 € pour l'année 2022 et les années suivantes.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Fixe le taux horaire moyen du travail en régie à 25 € pour l'année 2022 et les années suivantes.

Adopté à l'unanimité.

2- Budget : modification de la délibération d'ouverture des crédits en investissement – exercice 2022

Lors du conseil municipal du 17 janvier 2022, le conseil municipal a autorisé Madame le maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % des crédits inscrits pour chaque opération l'année précédente.

Le Syndicat départemental d'énergie des Côtes d'Armor a transmis deux avis de sommes à payer d'un montant total de 9 557.09 € (effacement des réseaux d'éclairage public et basse tension à Port Pily).

Il convient de modifier la proposition comme suit :

- SDE- 204 : + 1 100 €
- 102 – Voirie : - 1 100 €

Opération	BP 2021 (hors RAR)	BP 2022 Crédits budgétaires ouverts
SDE - 204	34 022.00 €	9 605.50 €
102 - Voirie	143 341.00 €	34 735.25 €
104 - Salles municipales	7 000.00 €	1 750.00 €
107 - Mairie	18 500.00 €	4 625.00 €
109 - Complexe sportif	114 380.00 €	28 595.00 €
116 - Groupe scolaire	20 000.00 €	5 000.00 €
117 - Chapelle St-Jacques	1 500.00 €	375.00 €
118 - Services techniques	47 450.00 €	11 862.50 €
122 - Signalisation	25 300.00 €	6 325.00 €
127 - Restaurant scolaire	36 700.00 €	9 175.00 €
129 - Cimetière	12 700.00 €	3 175.00 €
TOTAL	460 893.00 €	115 223.25 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Autorise Madame le maire à engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite de la proposition ci-dessus,

Adopté à l'unanimité.

3 – Personnel – Débat sur la Protection sociale complémentaire – Intention de rejoindre l'appel public à la concurrence du Centre de gestion

Les employeurs publics territoriaux peuvent participer, depuis 2012, à l'acquisition de garanties de la protection sociale complémentaire (PSC), au bénéfice de leurs agents, que sont :

- L'assurance « **mutuelle santé** », pour financer les frais de soins en complément, ou à défaut, des remboursements de l'Assurance maladie,
- L'assurance « **prévoyance – maintien de salaire** », pour couvrir la perte de salaire (traitement et primes) en cas de placement en congés pour raison de santé (arrêt de travail) suite à accident et maladie de la vie privée, et admission en retraite pour invalidité.

La récente **ordonnance relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique n°2021-175 du 17 février 2021** contient les dispositions suivantes :

- **Le calendrier : 3 dates à retenir :**
- 17/02/2022 au plus tard : organisation d'un débat en assemblée délibérante** « sur les garanties de la protection accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire ». Le diaporama ci-joint vous précise les éléments essentiels à présenter en débat,
- 01/01/2025** : Participation de l'employeur obligatoire pour la garantie prévoyance avec un montant minimum de 20% d'un montant de référence à définir par décret,
- 01/01/2026** : Participation de l'employeur obligatoire pour la garantie mutuelle santé avec un montant minimum de 50% d'un montant de référence à définir par décret.
- Au titre de la PSC – Prévoyance :
A ce jour, les agents de la commune contractent ou non une assurance individuelle et perçoivent une participation (20€ pour un agent à temps complet) si l'assurance est labellisée.

Le Centre de Gestion des Côtes d'Armor lance un appel public à concurrence afin de proposer aux employeurs publics un contrat-groupe en matière de prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2023. Aussi, il est proposé de rejoindre l'appel à concurrence initié par le CDG 22.

- Au titre de la PSC – Garantie santé :

A ce jour, la commune ne verse pas de participation aux agents pour cette garantie. Le CDG 22 n'a pas initié pour le moment d'appel à concurrence. Compte tenu de la date d'échéance fixée par la nouvelle réglementation, il est proposé d'attendre que la parution du décret et de statuer ultérieurement sur ce point.

Le conseil municipal prend acte de la tenue du débat sur la protection sociale complémentaire et des propositions qui lui ont été soumises.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- décide d'adhérer au contrat de groupe initié par le Centre de gestion des Côtes d'Armor à compter du 1^{er} janvier 2023
- autorise Madame le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Adopté à l'unanimité.

4- Urbanisme : acquisition d'une emprise rue des Jonquilles – Consorts LADAN

La voie communale située rue des Jonquilles comporte un trottoir actuellement sis sur la propriété des Consorts LADAN. En vue de régulariser la situation foncière, un géomètre expert a procédé à délimitation de l'emprise afin de matérialiser la limite de fait de la voie au droit de la propriété. Au terme de la division parcellaire, le projet d'acquisition porte sur la parcelle cadastrée en section AB numéro 298, d'une contenance de 119 m².

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- Autorise l'acquisition de la parcelles section AB 298 d'une contenance de 119 m²,
- Fixe le prix d'achat de la parcelle à 2.50 euros le mètre carré,
- Dit que les frais de géomètre et les frais de notaire seront à la charge de la Commune,
- Autorise Madame le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Adopté à l'unanimité.

5- Compte-rendu des délégations au Maire

Vu la délibération du 22 juin 2020 par laquelle le Conseil municipal a donné délégation au Maire.

Pour information, le Conseil prend acte de la signature par le maire de :

Date	Objet	Société	Montant TTC
19/01	Adhésion annuelle	SACPA Chenil service	1 963.36 €
19/01	Abonnement logiciel	Berger Levrault	2 003.38 €
19/01	Cotisation responsabilité civile 2022	SMACL	1 409.53 €
19/01	Cotisation véhicules 2022	SMACL	3 165.78 €
19/01	Cotisation dommage aux biens 2022	SMACL	3 991.89 €
19/01	Cotisation CPRB 2022	Association communes du patrimoine rural	3 264 €
19/01	Cotisation Station Verte 2022	Association Fédération des stations vertes	1 410 €
02/02	Cotisation 2022	CNAS	3 243.60 €
09/02	Reversement Taxes foncières	Lamballe Terre et Mer	1 154 €

Le Conseil municipal prend acte de cette présentation.

Questions diverses